

Des technologies anti-sociales

 alternatives-economiques.fr//michel-husson/technologies-anti-sociales/00081654

Michel Husson, *Alternatives économiques*, 20 novembre 2017



« Nous voyons qu'une machine douée d'une force merveilleuse, capable de réduire l'effort et d'effectuer un travail humain fécond, mène à la famine et à l'épuisement. » Ce constat de Marx (dans un [discours](#) prononcé en 1856) est-il encore d'actualité aujourd'hui où les mutations technologiques et leurs applications (robotisation, plates-formes, intelligence artificielle, etc.) bouleversent les méthodes de production, les modes de consommation, voire les relations sociales ?

On sait que les « techno-optimistes » (sic) nous annoncent de massives destructions d'emplois. Mais ces prévisions cataclysmiques oublient de se demander, comme le fait [Birgit Mahnkopf](#) « à qui les producteurs vendront tous leurs "produits intelligents" ». Elles servent sans doute à construire un discours appelant les salariés à se préparer (et à se soumettre) aux inéluctables « *disruptions créatrices* ». Pourtant on ne voit nulle part les faramineux gains de productivité annoncés. L'un des partisans de cette thèse, Erik Brynjolfsson, co-auteur du fameux livre *The Second Machine Age*, n'a qu'une [réponse assez faible](#) consistant en somme à dire qu'il suffit d'attendre – ce que l'on fait depuis que Solow a énoncé son « [paradoxe](#) » (du progrès technique mais pas de faibles gains de productivité), il y a juste 30 ans.

La revanche des rentiers

Au-delà de cette controverse prospective, il y a des questions connexes que l'on peut d'ores et déjà aborder. C'est le cas aux Etats-Unis où un débat s'est ouvert sur le pouvoir de marché excessif des « [entreprises superstar](#) » conduisant à la formation de rentes. Ce serait même, pour la CnuCED, la « [revanche des rentiers](#) ». [Paul Krugman](#) évoquait il y a quelques années une société « *qui devient toujours plus riche, mais où tous les gains vont à ceux qui possèdent les robots* ». Ce débat met clairement l'accent sur le rapport entre les nouvelles technologies de l'information et la répartition des revenus.

[Robert Solow](#), décidément un spécialiste des paradoxes, en a signalé un autre, à savoir le décrochage du salaire par rapport à la productivité du travail. L'explication est à trouver selon lui dans l'existence d'une troisième composante, la « *rente de monopole* » qui n'est pas « *un revenu allant au capital ou au travail, mais plutôt la rémunération d'une position spéciale occupée par la firme* ». La baisse de la part salariale s'explique alors par un déplacement de la répartition des revenus en faveur de la rente.

Une société « qui devient toujours plus riche, mais où tous les gains vont à ceux qui possèdent les robots » explique Krugman

Dans [une étude](#) très détaillée (voir un résumé [ici](#)), Mordecai Kurz, de l'université de Stanford, propose une évaluation de ce qu'il appelle richesse monopolistique (*monopoly wealth*) à partir d'une comparaison entre la valeur boursière des firmes et la valeur réelle de leur capital (dans la lignée du « [v de Kaldor](#) » ou du « [q de Tobin](#) »). En tête du classement établi selon ce critère, on retrouve sans surprise les fameux GAFAM, (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft). Kurz décrit très bien dans cette étude comment, dans des domaines très différents, les technologies de l'information permettent sans investissement initial massif, d'établir une position de marché dominante. C'est pour lui aussi la montée de cette rente de monopole, dont une partie est redistribuée aux dirigeants qui explique la baisse de la part de la valeur créée allant aux « vrais » salariés. Kurz retrouve ici des analyses précédentes comme celle de [Dongya Koh et al.](#) ou de [Loukas Karabarounis et Brent Neiman](#) montrant qu'il existe une forte corrélation entre la montée des technologies de l'information, la baisse du prix de l'investissement et le recul de la part salariale.

Technologie et répartition des revenus

On pourrait penser au contraire que le flux permanent d'innovations dont sont porteuses les nouvelles technologies devrait porter la concurrence à son paroxysme. Il y aurait donc *a priori* une contradiction entre pouvoir de marché et destruction créatrice. [Dominique Guellec et Caroline Paunov](#) montrent que ce n'est pas le cas pour ce qui concerne les marchés fondés sur les innovations numériques : « *les forces qui tendent vers une plus grande concentration du marché l'ont emporté sur les forces de l'innovation numérique qui stimulent la concurrence, conduisant à des marchés où le gagnant rafle tout (winner-take-all)* ». Ils trouvent également que « *la part du travail aux Etats-Unis a diminué de manière significative dans les secteurs les plus intensifs en R&D mais pas dans les secteurs les moins intensifs* ».

Pour un économiste néo-classique convaincu, la robotisation est par nature une substitution de capital au travail ; il serait alors logique que la part des revenus du capital augmente parallèlement au poids du capital engagé. Mais cela ne serait vrai, [comme le souligne Patrick Artus](#), que dans le cas où la baisse du prix relatif de l'investissement ne viendrait pas compenser la progression du capital en volume. Or, c'est ce que l'on observe : le volume de capital par tête augmente, mais le ratio capital en valeur/PIB en valeur reste stable. Par conséquent, on ne peut imputer mécaniquement la baisse de la part des salaires aux seules mutations technologiques mais plutôt, toujours selon Artus, « [au niveau excessif de la rentabilité exigée des fonds propres](#) ».

Les nouvelles technologies favorisent aussi la précarisation qui, pour reprendre Solow, « interagit » avec les phénomènes de rente

En rendant possibles de nouvelles formes d'emploi, les nouvelles technologies favorisent aussi la précarisation qui, pour reprendre le terme de Solow, « interagit » avec les phénomènes de rente. [Lawrence F. Katz et Alan B. Krueger](#) calculent ainsi qu'aux Etats-Unis, 94 % des créations nettes d'emplois entre 2005 et 2015 correspondent à ces « *arrangements alternatifs* » (*alternative work arrangements*). On n'en est sans doute pas là en Europe, mais on y retrouve un mécanisme semblable où la précarisation contribue à empêcher les salaires de redémarrer malgré la reprise de l'emploi. [Même le FMI](#) est préoccupé par cette déconnexion entre salaires et emploi (la disparition de la « courbe de Phillips »).

Les explications classiquement avancées (concurrence internationale et progrès technique biaisé) ne suffisent donc pas : il faut prendre en compte les « *transformations sociales internes et la répartition de la rente* » comme y insiste Solow. Comment mieux dire que les innovations technologiques ne déterminent pas mécaniquement leur impact social ? Et comment ne pas voir que la montée des rentes est difficilement compatible avec l'hymne au capitalisme des *start-up* ?

La technique n'est pas neutre

Tout cela suggère qu'il faut rompre avec l'idée selon laquelle les nouvelles technologies contiendraient leur mode d'emploi spécifiant une utilisation univoque de leurs potentialités. Kurz a une formule frappante à propos des plates-formes : pour lui, ces entreprises ne sont rien d'autre que des « *services publics privatifs* » (*privately owned public utilities*). Cette formule en évoque une autre, émanant de la « *coopérative contre l'ubérisation* », [Coopcycle](#) : « *L'économie collaborative ne sera arrivée à maturité que lorsque les plateformes qui la sous-tendent seront propriété des travailleuses et travailleurs qui l'animent.* »

Le progrès technologique n'est pas une force immanente, à laquelle la société n'aurait d'autre choix que de s'adapter

Que retenir de ce rapide survol ? Les études citées ont l'intérêt d'explorer les interactions – qui font système – entre les nouvelles technologies et trois tendances profondes du capitalisme contemporain : la financiarisation (qui permet l'inflation des capitalisations boursières), la précarisation des emplois et la montée des inégalités. Elles suggèrent de ne plus considérer le progrès technologique comme une force immanente, à laquelle la société n'aurait d'autre choix que de s'adapter.

Cette remise en cause de la neutralité de la technique, qui n'est certes pas nouvelle, est actualisée dans la critique adressée par [David Spencer](#) au livre déjà évoqué de [Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee](#). Son principal reproche est que n'est pas posée la vraie question : qui détermine la mise en œuvre des nouvelles technologies et comment la contrôler ? C'est sans doute la piste à suivre si l'on ne veut pas constater, comme Marx le faisait, que « *de nos jours, chaque chose enfante pour ainsi dire son contraire* ».